

Le débat faussé sur les effets de l'austérité

L'ambiguïté entretenue sur l'austérité en Europe ne permet pas aux gouvernements d'opter pour les solutions adéquates face à la récession.

Propos recueillis par NOËL LABELLE

La plupart des économies européennes sont en récession, ou près d'y être, depuis le début de l'année 2012. Les taux de chômage atteignent des niveaux record. Pendant ce temps, un débat fait rage sur les effets nuisibles des mesures d'«austérité». Ces dernières semaines, plusieurs chefs de gouvernement, ministres des Finances et dirigeants de l'Union européenne ont affirmé que l'austérité est allée trop loin et qu'elle fait obstacle à la reprise. Même le Fonds monétaire international a renversé sa position traditionnelle. Il demande maintenant aux pays de ralentir la cadence de leurs campagnes d'austérité pour ne pas compromettre une fragile reprise économique. L'austérité serait-elle responsable de la crise persistante dans l'Union européenne? Réponse avec Martin Masse, spécialiste des politiques publiques.

Pourquoi certains dirigeants politiques et quelques économistes lient volontiers les termes «austérité» et «crise»?

Des économistes keynésiens tel le prix Nobel Paul Krugman y voient une preuve incontournable de la nocivité des mesures d'austérité. Nonobstant l'explosion de la dette publique que les politiques de relance impliquent, ils considèrent que celles-ci n'auraient jamais dues être abandonnées après la crise financière de 2008-2009.

Pour les keynésiens, lorsque des ressources disponibles restent inutilisées dans le secteur privé, les gouvernements se doivent de les utiliser pour réactiver l'économie. Il faut cesser de se préoccuper des déficits budgétaires et se remettre à dépenser.

Cette idée est-elle partagée par tous les économistes?

Alors que les keynésiens et le reste de la communauté des économistes considèrent les récessions comme des événements imprévus et désastreux qu'il faut empêcher, les économistes de l'École autrichienne comme Friedrich Hayek, lui aussi prix Nobel d'économie, les voient comme le résultat inévitable d'une période de surchauffe économique provoquée par l'expansion excessive du crédit et les politiques interventionnistes des gouvernements.

Pour les autrichiens, la récession est en fait une période de rétablissement pendant laquelle l'économie est débarrassée des distorsions qui se sont accumulées pendant le boom. Les ressources qui sont gaspillées dans des usages improductifs doivent être libérées et déplacées vers des secteurs où il existe une demande réelle et durable. Malheureusement, cela prend du temps et certaines d'entre elles devront demeurer oisives jusqu'à ce que des entrepreneurs trouvent les meilleures façons de les utiliser. Cela signifie un chômage temporairement plus élevé, des usines qui fonctionnent à moitié ou qui ferment jusqu'à ce qu'elles soient rééquipées, et des ressources financières placées dans des actifs de court terme plutôt qu'investies dans des projets de long terme.



MARTIN MASSE
Économiste canadien, diplômé de l'Université McGill en science politique

Martin Masse est un économiste canadien, diplômé de l'Université McGill en science politique. Martin Masse est diplômé de l'Université McGill en science politique et en études est-asiatiques. Il est l'auteur d'un livre sur la politique québécoise et de nombreux articles dans des publications diverses sur des questions économiques, politiques et philosophiques. Il a été directeur de la recherche et des publications de l'Institut économique de Montréal de 2000 à 2007. Il a également été conseiller politique du ministre canadien de l'Industrie, Maxime Bernier, notamment sur les questions touchant l'industrie des télécommunications canadienne.

On comprend alors que les gouvernements ne choisissent pas cette option...

Les gouvernements devraient se garder de bloquer ce processus de réallocation des ressources. Les programmes de relance et de sauvetage de type keynésien ne font que prolonger les activités économiques non viables lancées pendant le boom et retardent ainsi la relance. Ils créent également un climat d'incertitude au tour du fardeau de la dette et des impôts, ce qui décourage l'investissement privé. En bref, contrairement aux keynésiens qui croient que l'État doit intervenir et dépenser davantage en

«La récession est en fait une période de rétablissement pendant laquelle l'économie est débarrassée des distorsions qui se sont accumulées pendant la phase précédente.»



période de crise, les autrichiens préconisent un retrait de l'État et une diminution des dépenses et des impôts.

Compte tenu de ces positions théoriques divergentes, que doit-on penser de la situation en Europe? L'austérité est-elle responsable de la crise, comme le pensent les keynésiens? Ou bien s'agit-il d'un remède nécessaire, comme le croient les autrichiens? Comme nous le verrons, cette alternative ne décrit pas de façon adéquate ce qui se passe en Europe car le sens donné au terme «austérité» reste ambigu.

C'est-à-dire?

Le débat sur l'austérité en Europe s'est concentré exclusivement sur les déficits budgétaires et les dettes des gouvernements en pourcentage du PIB. Le Traité de Maastricht stipule que pour adhérer à l'Union européenne, un pays ne doit pas avoir un déficit supérieur à 3% du PIB et que sa dette ne doit pas dépasser 60% du PIB. Ces paramètres restent également la norme pour les pays membres. La plupart d'entre eux (à l'exception de l'Allemagne

«Les ressources qui sont gaspillées dans des usages improductifs doivent être libérées et déplacées vers des secteurs où il existe une demande réelle et durable.»

parmi les grands pays) ne satisfont plus à ces critères. L'un des aspects du débat actuel est ainsi de savoir si certains pays ne devraient pas, comme la France vient de le faire, obtenir un délai supplémentaire pour atteindre ces objectifs.

Dans toutes ces discussions, la seule preuve mise en avant pour démontrer que des mesu-

res d'austérité ont bel et bien été adoptées consiste en des statistiques indiquant que les déficits ont diminué. Comme le montrent les plus récentes données d'Eurostat, c'est en effet ce qui s'est passé. La moyenne des déficits en pourcentage du PIB des pays de l'UE en 2012 (4%) est bien inférieure à ce qu'elle était en 2009 (6,9%).

Cela étant, il devrait être évident qu'il n'existe aucune relation directe entre une réduction de la taille du déficit et une réduction de la taille de l'État, ce dernier facteur étant crucial si l'on veut comparer les solutions keynésienne et autrichienne à la crise. Car un déficit budgétaire peut se résorber soit en comprimant les dépenses, soit en augmentant les recettes fiscales. Il peut également diminuer si les dépenses sont fortement réduites alors que les impôts ne le sont que légèrement. Il peut même diminuer si les dépenses augmentent et que les recettes fiscales augmentent encore plus vite.

En pratique, «austérité» peut donc recouvrir diverses situations qui ne présentent pas les mêmes effets économiques?

Exactement. Le terme peut aussi bien s'appliquer à une croissance qu'à une diminution de la taille de l'État. Il semble qu'on tienne partout pour acquis dans ce débat que les mesures d'austérité en Europe se sont traduites par des réductions de dépenses dracونيennes, accompagnées de quelques augmentations d'impôt, avec comme effet net une réduction de la taille des États.

Mais est-ce vraiment le cas?

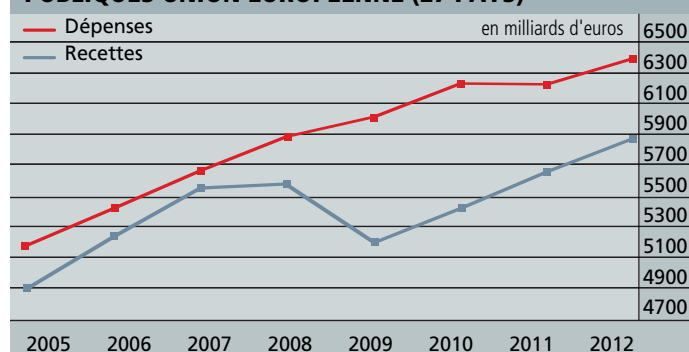
Si l'on considère l'UE dans son ensemble, depuis trois ans, les dépenses publiques en proportion du PIB n'ont que très légèrement baissé, de 1,7 point de pourcentage. La proportion pour 2012 est par ailleurs toujours supérieure de quatre points à celle qui prévalait avant le début de la crise, soit 49,4% contre 45,6% en 2007. Parmi les pays inclus dans cette figure, seule la Pologne a vu ses dépenses retourner au niveau qu'elles avaient en 2007.

On peut toutefois se demander si ces données ont été faussées du fait du déclin économique qui a frappé le continent. En effet, même si les dépenses diminuent en termes absolus, elles peuvent être plus élevées en proportion du PIB si l'économie s'est contractée davantage.

Les dépenses des gouvernements n'ont en fait jamais cessé de croître pour l'UE dans son ensemble depuis le début de la crise financière...

Sauf en 2011 où elles sont restées constantes. Elles ont crû de 6,3% pendant les trois dernières années, c'est-à-dire durant la période où des politiques d'«austérité» sont censées avoir été mises en œuvre. Ainsi, à chaque fois que des ministres des Finances ont annoncé des compressions budgétaires, il fallait comprendre qu'il ne s'agissait pas de réductions absolues dans les dépenses. Ces annonces indiquaient, en fait, que les dépenses croissaient moins

DÉPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES UNION EUROPÉENNE (27 PAYS)



Source: Eurostat, principaux agrégats des administrations publiques, yc recettes et dépenses.



«Les seuls pays où les dépenses nominales ont véritablement diminué entre 2009 et 2012 sont la Grèce et le Portugal.»

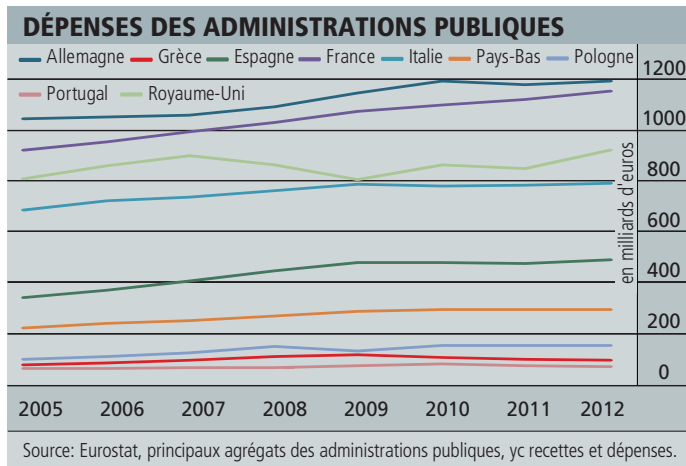


rapidement que prévu ou que les compressions étaient compensées par d'autres augmentations ailleurs.

Les seuls pays où les dépenses nominales ont véritablement diminué entre 2009 et 2012 sont la Grèce et le Portugal. Il faut cependant noter qu'autant en termes nominaux qu'en proportion du PIB, les gouvernements de ces deux pays ont dépensé davantage en 2012 qu'en 2007. S'il n'y a eu aucune réduction nette dans les dépenses, cela signifie que les diminutions de déficits qu'on a observées dans la plupart des pays n'ont pu être réalisées que grâce à des recettes fiscales qui ont augmenté plus vite que les dépenses. C'est précisément ce que les données d'Eurostat montrent, avec une augmentation des recettes de 12,9% de 2009 à 2012, soit le double du rythme d'augmentation des dépenses publiques. Les gouvernements n'empruntent plus autant – même s'ils empruntent toujours beaucoup et que la dette publique continue d'augmenter. À la place, ils taxent davantage leurs citoyens de façon à financer des dépenses toujours croissantes. Cette situation se retrouve même dans des pays comme la France, où les critiques sont les plus virulentes envers l'«austérité». La France se situe d'ailleurs dans le peloton de tête autant des pays où les dépenses ont le plus augmenté que de ceux où les impôts ont le plus augmenté.

Les États en Europe ont donc gardé la même taille ou sont plus gros aujourd'hui qu'ils ne l'étaient lorsque la crise a débuté en 2007?

Si nous définissons l'austérité comme l'ensemble des mesures qui ont été prises pour réduire les déficits budgétaires, alors dans ce sens, il est vrai que l'austérité est responsable de la crise. Les citoyens, davantage taxés dans leur ensemble, ressentent profondément. C'est pourquoi ils s'opposent à une écrasante majorité à de nouvelles hausses d'impôt et considèrent que les gouvernements ne réduisent pas suffisamment leurs dépenses.



Si toutefois nous utilisons ce terme de manière plus appropriée dans le sens de politiques entraînant une réduction de la taille de l'État, alors ces politiques ne peuvent être tenues responsables de la crise en Europe puisqu'elles n'ont jamais été appliquées. Malheureusement, cette confusion entourant la signification du

«L'Europe a surtout besoin d'États plus modestes. Pas uniquement en termes de dépenses publiques. Mais aussi dans le sens d'une déréglementation du marché du travail.»

terme «austérité» empêche une meilleure compréhension de la situation et bloque la tenue d'un débat plus pertinent sur les causes de la crise. Les keynésiens déploreront sans doute le fait que les dépenses, les emprunts et les déficits n'aient pas été encore plus considérables au cours des dernières années de manière à stimuler l'économie. Mais d'un point de vue

autrichien, les États boursoufflés et les impôts plus lourds aident certainement à expliquer pourquoi les économies européennes restent toujours embourbées, plusieurs années après le début de la crise financière.

Quelle est alors la réponse face à la récession européenne?

Ce dont l'Europe a besoin, c'est d'États plus modestes. Pas uniquement en termes de dépenses publiques, mais aussi dans le sens d'une déréglementation du marché du travail et d'autres réformes structurelles visant à encourager l'entrepreneuriat, les investissements privés et la création d'emplois. Il n'y aura pas de croissance soutenue de l'économie en Europe tant que ce seront les citoyens et les entreprises, plutôt que les gouvernements, qui seront la cible des mesures d'austérité. ///

